

Cote du document:
E/CN.4/Sub.2/AC.2/18

Meilleur exemplaire
Disponible

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.2/18
12 juillet 1978

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Groupe de travail sur l'esclavage
Quatrième session

LES VENTES D'ENFANTS

Note du Secrétaire général

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 5 (XXIX), du 31 août 1976, la Sous-Commission a demandé au Groupe de travail "de continuer à étudier les problèmes de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, ... ainsi que les manifestations analogues, en particulier la vente d'enfants...".
2. On se souviendra qu'au cours des débats sur cette question, aux vingt-septième, vingt-huitième et vingt-neuvième sessions de la Sous-Commission, diverses pratiques esclavagistes concernant des enfants ont été mentionnées, y compris les ventes d'enfants aux fins d'adoption et à d'autres fins. Depuis la publication du document E/CN.4/Sub.2/AC.2/11, deux réponses communiquées par des gouvernements en application de la résolution 11 (XXVII) du 21 août 1974 et de la résolution 5 (XXIX) du 31 août 1976 de la Sous-Commission ont trait à cette question. Le texte complet de ces réponses a été publié dans le document E/CN.4/Sub.2/AC.2/16.
3. Le 7 avril 1976, le Gouvernement iranien a fait savoir que l'article 202 du Code pénal punit le vol d'enfants aux fins de vente ou à toute autre fin illégale.
4. Dans sa réponse du 20 février 1978, le Gouvernement néo-zélandais a déclaré que la section 98 de la Loi pénale de 1961 prévoit des sanctions à l'égard du parent ou du tuteur d'un enfant qui remet ce dernier à une autre personne en vue de l'exploitation de cet enfant ou de son travail.